

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I I I ^e L É G I S L A T U R E



Recueil statistiques

2007 - 2008

www.assemblee-nationale.fr



STATISTIQUES 2007-2008

13^e LÉGISLATURE

PREMIÈRE PARTIE

Statistiques concernant la session 2006-2007

(20 juin - 30 septembre 2007)

Pages 1 à 58

DEUXIÈME PARTIE

Statistiques concernant la session 2007-2008

(1^{er} octobre 2007 - 30 septembre 2008)

Pages 59 à 120

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
SRC	Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
GDR	Groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
NC	Groupe du Nouveau Centre.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AC	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
AEE	Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.
AE	Commission des affaires étrangères.
DN	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

–	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

PREMIÈRE PARTIE

La période couverte par la présente partie débute le 20 juin 2007, jour de l'ouverture de la 13^e législature, et prend fin le 30 septembre 2007, terme de la session 2006-2007.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	7
1.1. EFFECTIF DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	8
1.2. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.3. MANDATS, ÂGE ET PROFESSION DES DÉPUTÉS	9
1.3.1. Mandats et fonctions exercés antérieurement	9
1.3.2. Autres mandats détenus au 20 juin 2007	9
1.3.3. Répartition par groupe et par âge	10
1.3.3.1. Répartition par tranches d'âge et par groupe	10
1.3.3.2. Moyenne d'âge par groupe	10
1.3.4. Répartition par catégorie socio-professionnelle	11
1.4. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	13
1.4.1. Remplaçants devenus députés	13
1.4.2. Élections partielles	13
1.4.3. Sièges vacants	13
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	45
1.5. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	13
1.6. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	14
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	46
1.7. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	14
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	14
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	14
1.8. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	14
2. BILAN D'ACTIVITÉ	15
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	16
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	16
2.2.1. Sessions et séances publiques	16
2.2.2. Impressions parlementaires	17
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	18
2.3.1. Travaux des commissions	18
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	19
2.3.2.1. Textes non budgétaires	19
2.3.2.2. Textes budgétaires	19
2.3.2.3. Rapports d'information	19

2.3.2.4. Rapports d'application	19
<i>ANNEXE III. – Missions d'évaluation</i>	47
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	20
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	20
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	20
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.....	20
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	48
2.4.2. Autres délégations	20
2.4.3. Offices parlementaires	21
2.5. AUTRES COMMISSIONS	21
2.5.1. Commissions d'enquête	21
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	21
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	21
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	23
3.1. BILAN LÉGISLATIF	24
3.1.1. Projets de loi	24
3.1.2. Propositions de loi	25
3.1.3. Récapitulation	26
<i>ANNEXE V. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	49
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	26
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	26
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	27
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	29
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	30
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	30
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	30
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES	30
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.	30
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R.	30
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	31
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	31
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	32
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	32
<i>ANNEXE VI. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	51
4.5.2. Déclarations d'urgence	32
4.6. AMENDEMENTS	33
4.6.1. Origine et sort des amendements	33
4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	34
4.7. VOTES BLOQUÉS	34
4.8. PROCÉDURES DE VOTE	34
4.8.1. Scrutins	34
<i>ANNEXE VII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	52
4.8.2. Vérifications du quorum	34

4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	35
4.9.1. Rappels au Règlement	35
4.9.2. Faits personnels	35
4.9.3. Peines disciplinaires	35
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	35
<i>ANNEXE VIII. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	54
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	37
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	38
<i>ANNEXE IX. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	55
5.2. DÉBATS	38
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	39
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	40
6.2. MOTIONS DE CENSURE	40
<i>ANNEXE X. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et des motions de censure</i>	56
7. QUESTIONS	41
7.1. QUESTIONS ORALES	42
7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement	42
7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat	42
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	42
7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites	42
7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées »	42
<i>ANNEXE XI. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	57
– <i>Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	57

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectif de l'Assemblée Nationale

Répartition géographique des sièges

– Départements métropolitains.....	555
– Départements d'outre-mer	15
– Territoires d'outre-mer	5
– Mayotte.....	1
– Saint-Pierre-et-Miquelon.....	1
Total.....	577

1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 20 juin 2007			Au 30 septembre 2007		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
UMP	314	6	320	313	8	321
SRC	186	18	204	186	18	204
GDR	24	–	24	24	–	24
Nouveau Centre	20	3	23	20	1	21
Total des groupes	544	27	571	543	27	570
Députés non-inscrits.....	///	///	6	///	///	7
Total des sièges pourvus			577 ⁽¹⁾			577 ⁽²⁾
Sièges vacants.....	///	///	–	///	///	–
Total des sièges			577			577

(1) Dont 105 femmes : 43 UMP, 56 SRC, 5 GDR, 1 NI.

(2) Dont 105 femmes : 43 UMP, 56 SRC, 5 GDR, 1 NI.

1.3. Mandats, âge et profession des députés

1.3.1. Mandats et fonctions exercés antérieurement

Désignation	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Anciens députés :						
4 ^e législature (11 juillet 1968 - 1 ^{er} avril 1973)...	3	–	–	–	–	3
5 ^e législature (2 avril 1973 - 2 avril 1978).....	6	1	–	–	–	7
6 ^e législature (3 avril 1978 - 22 mai 1981).....	10	6	4	1	–	21
7 ^e législature (2 juillet 1981 - 1 ^{er} avril 1986).....	10	21	3	–	–	34
8 ^e législature (2 avril 1986 - 14 mai 1988).....	31	24	3	1	1	60
9 ^e législature (23 juin 1988 - 1 ^{er} avril 1993).....	46	43	3	3	1	96
10 ^e législature (2 avril 1993 - 21 avril 1997).....	126	24	6	7	1	164
11 ^e législature (12 juin 1997 - 18 juin 2002).....	117	110	16	10	2	255
12 ^e législature (19 juin 2002 - 19 juin 2007).....	257	118	18	19	5	417
Anciens sénateurs :	3	3	2	–	–	8
Anciens membres du Parlement européen :	6	8	3	1	1	19
Anciens Présidents de la République :	–	–	–	–	–	–
Anciens Premiers ministres :	–	1	–	–	–	1
Anciens membres du Gouvernement :	33	18	2	–	1	54

1.3.2. Autres mandats détenus au 20 juin 2007

Mandats ou fonctions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Maires.....	170	69	11	9	3	262
Conseillers régionaux	49	39	3	5	4	100
dont Présidents de Conseil régional.	1	6	1	–	–	8
Conseillers généraux.....	80	63	1	8	4	156
dont Présidents de Conseil général ..	10	11	–	1	–	22
Conseillers de Paris.....	3	9	–	–	–	12
Assemblée de Corse.....	1	–	–	–	–	1
Assemblées d'outre-mer	–	1	–	–	–	1

1.3.3. Répartition par groupe et par âge

1.3.3.1. Répartition par tranches d'âge et par groupe

Désignation	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
De 25 à 29 ans.....	–	1	–	–	–	1
De 30 à 34 ans.....	3	3	1	–	–	7
De 35 à 39 ans.....	7	4	–	1	–	12
De 40 à 44 ans.....	32	14	–	3	2	51
De 45 à 49 ans.....	47	24	2	4	2	79
De 50 à 54 ans.....	54	30	–	5	1	90
De 55 à 59 ans.....	72	62	9	2	2	147
De 60 à 64 ans.....	65	53	8	3	–	129
De 65 à 70 ans.....	29	13	2	3	–	47
Plus de 70 ans	12	–	2	–	–	14
Total.....	321	204	24	21	7	577

1.3.3.2. Moyenne d'âge par groupe

Groupes	Âge moyen
UMP	55 ans et 5 mois
SRC.....	55 ans et 5 mois
GDR	59 ans et 2 mois
Nouveau Centre	53 ans et 7 mois
Non-inscrits.....	49 ans et 3 mois
Moyenne générale	55 ans et 5 mois

1.3.4. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle au 20 juin 2007

Professions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Administrateurs de sociétés	8	-	-	-	-	8
Agents d'affaires	1	-	-	-	-	1
Agents généraux d'assurances	4	-	-	-	-	4
Agents immobiliers	2	-	-	-	-	2
Agents techniques et techniciens	-	3	3	-	-	6
Agriculteurs – propriétaires exploitants	11	4	-	-	-	15
Architectes	-	1	-	-	-	1
Artisans	2	-	-	-	-	2
Assistantes sociales	-	1	-	-	-	1
Autres cadres (secteur privé)	26	8	1	1	-	36
Autres professions	6	10	-	2	-	18
Autres professions libérales	3	6	-	-	-	9
Avocats	24	12	-	2	2	40
Cadres (entreprises publiques)	5	1	-	-	-	6
Cadres supérieurs (secteur privé)	32	11	-	4	-	47
Cadres supérieurs (entreprises publiques)	2	1	-	-	-	3
Chirurgiens	6	1	-	1	-	8
Commerçants	2	2	-	-	-	4
Dentistes	6	1	-	-	-	7
Employés (secteur privé)	3	2	1	1	-	7
Enseignants : secondaire et technique	13	23	1	-	-	37
Enseignants du premier degré – directeurs d'écoles	2	5	5	1	-	13
Entrepreneurs en bâtiments	1	-	-	-	-	1

Professions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Experts comptables	3	–	–	–	–	3
Fonctionnaires de catégorie A	16	23	–	–	–	39
Fonctionnaires de catégorie B	2	5	2	–	–	9
Fonctionnaires de catégorie C	1	–	–	–	–	1
Fonctionnaires des grands corps de l'État.....	18	18	–	1	1	38
Hommes de lettres et artistes	–	1	–	–	–	1
Industriels, chefs d'entreprises industrielles...	18	1	–	–	–	19
Ingénieurs	15	3	2	2	–	22
Journalistes	–	3	2	2	–	7
Magistrats	4	–	–	–	–	4
Médecins	19	12	1	2	–	34
Notaires	1	–	–	–	–	1
Ouvriers (secteur privé)	–	–	1	–	–	1
Pensionnés et retraités civils	4	16	1	–	–	22
Permanents politiques	10	5	1	–	–	16
Pharmaciens	7	1	–	–	–	8
Professeurs de faculté	10	12	–	1	1	24
Professions rattachées à l'enseignement	2	3	3	–	–	8
Représentants de commerce	–	1	–	–	1	2
Sages-femmes	1	1	–	–	–	2
Salariés agricoles	–	–	–	–	1	1
Salariés du secteur médical	5	2	–	–	–	7
Sans profession déclarée	20	3	–	1	1	25
Vétérinaires	6	1	–	–	–	7

1.4. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.4.1. Remplaçants devenus députés : 18 (Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	1
– nomination à des fonctions ministérielles	17
– nomination au Conseil Constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.4.2. Élections partielles : – (Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	–
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176-1 du code électoral	–

1.4.3. Sièges vacants au 30 septembre 2007 : –

1.5. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Enregistrées au secrétariat général du Conseil constitutionnel	598	577
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	558	577 ⁽²⁾
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 30 septembre 2007.....	40	40

(1) Voir annexe I, p. 45

(2) Une requête concernait l'ensemble des circonscriptions.

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	3
Missions en cours au 30 septembre 2007	3

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décision du Bureau de l'Assemblée nationale.....	–
--	---

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décision de l'Assemblée nationale	–
---	---

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel.....	–
---	---

(1) Voir annexe II, p. 46.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2007 (séances des 26 et 27 juin 2007)	2	2	5 h 15	–	–	–	–	–	5 h 15 ⁽²⁾
1 ^{re} session extraordinaire de 2007 ⁽³⁾ (séances du 3 juillet au 2 août 2007)	17	32	129 h 00	117 h 10	–	11 h 50	–	–	–
2 ^e session extraordinaire de 2007 ⁽⁴⁾ (séances du 18 au 26 septembre 2007)	4	8	36 h 45	36 h 45	–	–	–	–	–
Total	23	42	171 h 00	153 h 55	–	11 h 50	–	–	5 h 15

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances de l'année.

(2) Dont 2 h 15 à l'occasion de l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

(3) A la demande du Premier ministre, par décret du 27 juin portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 28 juin 2007).

(4) A la demande du Premier ministre, par décret du 7 septembre portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 8 septembre 2007).

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	2	20	///	///	2	20
Messages du Président de la République	–	–	–	–	–	–
Déclarations du Gouvernement.....	3	68	///	///	3	68
Projets de loi.....	45	1 054	1	84	46	1 138
Propositions de loi	61	586	///	///	61	586
Propositions de résolution	8	76	///	///	8	76
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾	–	–	–	–	–	–
Rapports législatifs ⁽³⁾	29	1 946	1	412	30	2 358
Rapports d'information ⁽⁴⁾	6	920	///	///	6	920
Autres rapports ⁽⁵⁾	1	44	///	///	1	44
Avis	5	302	–	–	5	302
TOTAL	160	5 016	2	496	162	5 512

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Les impressions des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution sont assurées par le Sénat durant la période couverte par ce recueil.

(3) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(4) Rapports d'information des commissions permanentes, de délégations et des missions d'information.

(5) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Spéciales	Total
Réunions :								
Nombre	12	10	16	3	21	14	7	83
Durée	19 h 06	20 h 40	19 h 24	4 h 10	32 h 00	11 h 02	16 h 40	123 h 02
<i>dont examen budgétaire.....</i>	–	–	1 b 42	–	1 b 50	–	–	3 b 32
Auditions								
Membres du Gouvernement.....	2	9	5	1	5	1	2	25
Autres personnalités.....	8	4	3	–	7	–	41	63
<i>dont auditions publiques :</i>								
- Membres du Gouvernement	2	1	1	–	2	–	2	8
- Autres personnalités	8	2	–	–	2	–	41	53
Total.....	10	13	8	1	12	1	43	88
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
Projets de loi	2	1	43	2	6	8	1	63
Propositions de loi.....	52	21	–	1	5	50	–	129
Propositions de résolution.....	2	1	2	–	1	2	–	8
<i>dont sur PAC.....</i>	–	–	–	–	–	–	–	–
Total.....	56	23	45	3	12	60	1	200
Textes adoptés définitivement :								
Projets de loi	1	–	26	–	2	2	1	32
Propositions de loi.....	–	–	–	–	–	–	–	–
Propositions de résolution.....	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC.....</i>	–	–	–	–	–	–	–	–
Total.....	1	–	26	–	2	2	1	32
Rapports déposés								
En première lecture :								
sur des projets de loi	1	–	19	–	2	5	1	28
sur des propositions de loi.....	–	–	–	–	–	–	–	–
sur des propositions de résolution	–	–	–	–	1	–	–	1
<i>dont sur PAC.....</i>	–	–	–	–	1	–	–	1
Total.....	1	–	19	–	3	5	1	29
<i>dont rapports conjoints.....</i>	–	–	4	–	–	–	–	4
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
sur des projets de loi	–	–	–	–	–	–	–	–
sur des propositions de loi.....	–	–	–	–	–	–	–	–
Total.....	–	–	–	–	–	–	–	–
Rapports d'application (art. 86, al. 8)	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des rapports	1	–	19	–	3	5	1	29
Annexes au rapport général								
Avis								
sur le PLF de l'année	–	–	–	–	–	–	–	–
sur d'autres PLF	–	–	–	–	–	–	–	–
sur des projets de loi	1	1	1	1	–	1	–	5
sur des propositions de loi.....	–	–	–	–	–	–	–	–
sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC.....</i>	–	–	–	–	–	–	–	–
Total.....	1	1	1	1	–	1	–	5
Missions d'information								
Rapports d'information déposés	–	–	–	1	–	–	–	1
Rapports d'information budgétaires.....	–	–	–	–	–	–	–	–

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	21	7	–	–	–	28
– propositions de loi	–	–	–	–	–	–
– propositions de résolution	1	–	–	–	–	1
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–
Total	22	7	–	–	–	29
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	–	–	–	–	–	–
– propositions de loi	–	–	–	–	–	–
– propositions de résolution	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–
Total	–	–	–	–	–	–

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Commission des finances :						
– rapporteur général	1	–	–	–	–	1
– rapporteurs spéciaux	–	–	–	–	–	–
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	–	–	–	–	–	–
– sur les autres lois de finances	–	–	–	–	–	–

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes ..	1	–	–	–	–	1
Rapports d'information budgétaires	–	–	–	–	–	–

2.3.2.4. Rapports d'application ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
	–	–	–	–	–	–

(1) Ce tableau recense les rapporteurs d'information des six commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe III, p. 45 du présent bulletin.

(2) Article 86, alinéa 8, du Règlement de l'Assemblée nationale.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application de l'article 88-4 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
8	12 h 45	2	3	3 ⁽¹⁾	101	1

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 20 juin 2007	659
Textes transmis durant la période	86
Textes retirés ou devenus définitifs	173
Textes en instance au 30 septembre 2007	572

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	9	9 h 41	3	8	—
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	5	8 h 30	—	6	—

(1) Dont 2 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV, p. 48, la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 : Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ...	2	3 h 00	–	1	–
Office parlementaire d'évaluation de la législation	–	–	–	–	–
Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé	3	2 h 50	–	–	–

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête

- Commissions constituées durant la période –
- Rapports déposés –

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 20 juin 2007	15	32	47
Redéposés à l'Assemblée nationale au début de la législature	–	8	8
En instance au Sénat au 20 juin 2007	8	–	8
Total.....	23	40	63
Textes retirés.....	–	–	–
Total des textes pris en compte	23	40	63

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	–	–	–	–	–
	Au Sénat	6	–	–	–	1	7
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	21	–	–	–	3	24
	Au Sénat	///	1	–	–	–	1
Total		27	1	–	–	4	32
Rejets		–	–	–	–	–	–

En instance au 30 septembre 2007		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale		24	–	–	–	–	24
Au Sénat ⁽²⁾		6	1	–	–	–	7
Total.....		30	1	–	–	–	31

(1) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 20 juin 2007	88	–	88 ⁽²⁾
Redéposés à l'Assemblée nationale au début de la législature ..	1	33	34
En instance au Sénat au 20 juin 2007	8	–	8
Total	97	33	130
Textes retirés.....	1	–	1
Total des textes pris en compte	96	33	129

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	–	–	–	–	–
	Au Sénat	–	–	–	–	–	–
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	–	–	–	–	–	–
	Au Sénat	///	–	–	–	–	–
Total.....		–	–	–	–	–	–
Rejets		–	–	–	–	–	–

En instance au 30 septembre 2007		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		120	1	–	–	–	121
Au Sénat		8 ⁽³⁾	–	–	–	–	8
Total.....		128	1	–	–	–	129

(1) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 2 propositions de loi constitutionnelle et 1 proposition de loi organique.

(3) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en 1^{er} lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	63	32 ⁽²⁾	24
Propositions de loi	129	–	–
Total	192	32	24

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	1	1	–	–	3	2	–	–	250 jours
	Dépôts Sénat	2	8	–	8	4	–	–	3	228 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Dépôts Sénat	–	–	–	–	–	–	–	–	–

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Enregistrées	70	5	1	11	1	88
Irrecevables au dépôt.....	–	–	–	–	–	–
Déposées.....	70	5	1	11	1	88
Retirées	1	–	–	–	–	1
Irrecevables en séance :						
– art. 40 C.	–	–	–	–	–	–
– art. 41 C.	–	–	–	–	–	–
Rejetées.....	–	–	–	–	–	–
Adoptées définitivement	–	–	–	–	–	–

(1) Voir annexe V, p. 49, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 26 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Propositions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	1	–	1	–	–	2
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	1	3	2	–	–	6
• rejetées	–	–	–	–	–	–
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Sur propositions d'actes communautaires ⁽¹⁾ :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	1	–	–	–	–	1
– par un député	–	–	–	–	–	–
• rejetées :.....	–	–	–	–	–	–
• considérées comme adoptées	1	–	–	–	–	1
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–

(1) Voir annexe IV, page 48 la liste des propositions de résolutions sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C.

Aucune séance ne s'est tenue durant la période couverte par ce recueil

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Aucune séance ne s'est tenue à ce titre durant la période couverte par ce recueil

4.2. Procédures d'examen simplifiées

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.

Textes ayant fait l'objet d'une demande	–
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	–

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R. (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	17
– oppositions	1 ⁽¹⁾
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	16

(1) Il s'agit du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en œuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé « Soyouz au CSG » et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG.

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	6	—
Question préalable	8	—
Renvoi en commission	6	—
Demande d'ajournement	1	—

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	3
– d'une commission	—
– d'un député	—

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	4	–	4
• Deuxième lecture.....	–	–	–
• Lectures suivantes.....	–	–	–
Total.....	4	–	4
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	4	–	4
• Rapports négatifs.....	–	–	–
Total.....	4	–	4
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP.....	4	–	4
– dont à l'Assemblée Nationale.....	3	–	3
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement.....	3	–	3
– dont au Sénat.....	1	–	1
• avec amendements.....	1	–	1
• sans amendement.....	–	–	–
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture.....	–	–	–
• Adoption en lecture définitive			
– dernier texte Assemblée nationale.....	–	–	–
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement.....	–	–	–
– texte CMP.....	–	–	–
• Textes restant en instance.....	–	–	–
Total.....	4	–	4

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence	6
dont :	
– sur des projets de loi	6
– sur des propositions de loi	–

(1) Voir annexe VI, p. 51.

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	SRC	GDR	NC	NI	
Enregistrés	52	282	435	391	278	79	–	1 517
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ou L.O relative au financement de la sécurité sociale) ⁽²⁾	///	2	38	16	12	17	–	85
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C. ⁽³⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 44 C. ⁽⁴⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 98, alinéa 5 R. ⁽⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R. ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	52	280	397	375	266	62	–	1 432
Retirés avant discussion	4	7	44	5	15	7	–	82
Adoptés	48	248	95	21	3	10	–	425

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(4) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(5) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(6) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	26 ⁽³⁾	1	2	1	–	2	–	–

4.7. Votes bloqués

Nombre de demandes –

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins ⁽⁴⁾

Scrutins publics ordinaires.....	28
<i>dont :</i>	
– sur des motions de procédure	–
– sur le passage à la discussion des articles	–
– sur une demande de constitution de commission spéciale.....	–
– sur une demande de formation de l'Assemblée nationale en comité secret	–
– sur les conclusions de rejet par une commission d'une proposition de résolution.....	–
– sur des textes	28
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	1
<i>dont :</i>	
– à l'Assemblée nationale.....	1
– au Congrès du Parlement	–
Scrutins secrets.....	3
4.8.2. Vérifications du quorum	2

(1) Voir aussi annexe V, p. 49, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée Nationale, toutes lectures confondues.

(3) 26 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

(4) Dont 4 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VII, page 52, la liste chronologique des scrutins.

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	136
4.9.2. Faits personnels	1
4.9.3. Peines disciplinaires	–

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	–
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	–
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	–
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	–
– <i>Règlement des Assemblées</i>	–
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	3
Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution.....	–
Autres décisions	–

(1) Voir annexe VIII, p. 54.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 2

(Article 132 du Règlement)

dont :

- *avec débat* 2
- *sans débat* -

5.2. Débats

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement -

(1) Voir annexe IX, p. 55.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	1 ⁽¹⁾
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	–
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	–
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

(1) Voir annexe X, p. 56.

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement

Aucune séance de questions au Gouvernement ne s'est tenue durant la période couverte par la présente partie du recueil.

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat

Aucune séance de questions orales sans débat ne s'est tenue durant la période couverte par la présente partie du recueil.

7.2. Questions écrites ⁽¹⁾

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 20 juin au 30 septembre 2007

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions publiées	4 174	1 053	98	235	43	5 603
Nombre de questions après retrait	4 162	1 049	97	235	43	5 586
Nombre de réponses	380	140	9	26	8	563

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées »

Aucune question écrite signalée n'a été enregistrée durant la période couverte par la présente partie du recueil.

(1) Voir annexe XI, p. 57.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 4 juillet 2007 (J.O. 5 juillet 2007)	Paul-Henri Cugnenc (UMP)	Hérault (2 ^e)	Élie Aboud (UMP)	4 juillet 2007 (J.O. 5 juillet 2007)
Nomination à des fonctions ministérielles : – 18 juin 2007 (J.O. 19 juin 2007)	François Fillon (UMP)	Sarthe (4 ^e)	Marc Joulaud	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Jean-Louis Borloo (UMP)	Nord (21 ^e)	Cécile Gallez	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Michèle Alliot-Marie (UMP)	Pyrénées-Atlantiques (6 ^e)	Daniel Poulou	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Xavier Bertrand (UMP)	Aisne (2 ^e)	Pascale Gruny	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Valérie Pécresse (UMP)	Yvelines (2 ^e)	Yves Vandewalle	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Hervé Morin (NC)	Eure (3 ^e)	Marc Vampa	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Roselyne Bachelot-Narquin (UMP)	Maine-et-Loire (1 ^{re})	Paul Jeanneteau	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Christine Boutin (UMP)	Yvelines (10 ^e)	Jean-Frédéric Poisson	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Éric Woerth (UMP)	Oise (4 ^e)	Christian Patria	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Laurent Wauquiez (UMP)	Haute-Loire (1 ^{re})	Jean-Pierre Marcon	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Dominique Bussereau (UMP)	Charente-Maritime (4 ^e)	Jean-Claude Beaulieu	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP)	Essonne (4 ^e)	Guy Malherbe	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	Christian Estrosi (UMP)	Alpes-Maritimes (5 ^e)	Charles-Ange Ginesy	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	M. André Santini (NC)	Hauts-de-Seine (10 ^e)	Frédéric Lefebvre	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	M. Hervé Novelli (UMP)	Indre-et-Loire (4 ^e)	Michel Lezeau	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	M. Alain Marleix (UMP)	Cantal (2 ^e)	Jean-Yves Bony	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)
– 19 juin 2007 (J.O. 20 juin 2007)	M. Luc Chatel (UMP)	Haute-Marne (1 ^{re})	Sophie Delong	20 juillet 2007 (J.O. 21 juillet 2007)

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Dominique Perben (UMP) Rhône	– Écologie, développement et aménagement durables	18 juillet 2007
Jean-Paul Anciaux (UMP) Saône-et-Loire	– Enseignement supérieur et recherche – Logement et ville	31 juillet 2007
Guy Geoffroy (UMP) Seine-et-Marne	– Enseignement supérieur et recherche – Éducation nationale	21 août 2007

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

Aucune réunion de la Mission d'évaluation et de contrôle ne s'est tenue durant la période couverte par ce recueil.

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (M.E.C.S.S.)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Prescription, consommation et fiscalité des médicaments	1	3 h 15	-	3	-

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Aucune mission d'information commune à plusieurs commissions permanentes n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 3 du Règlement

Aucune mission d'information n'a été créée en application de l'article 145, alinéa 3 du Règlement durant la période couverte par ce recueil.

Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N^{os} des propositions de résolution (n^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Avant-projet de budget général des communautés européennes pour l'exercice 2008 (E 3567)	N ^o 69 rect. (74, FI.)	27 juillet 2007

Annexe V

Liste chronologique des lois promulguées ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

1. 31 juillet 2007 – Loi n° 2007-1147 de règlement du budget de l'année 2006 (*J.O.* du 1^{er} août 2007) (Pj. AN) (11 adts).
2. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1152 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique en vue de lutter contre l'usage et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
3. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1153 autorisant l'approbation de l'accord de coopération mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique pour l'échange d'informations relatives à des opérations financières effectuées par l'entremise d'institutions financières pour prévenir et combattre les opérations provenant d'activités illicites ou de blanchiment d'argent (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
4. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1154 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
5. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1155 autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
6. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1156 autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
7. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1157 autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
8. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1158 autorisant l'approbation du protocole visant à modifier la convention relative à l'Organisation hydrographique internationale (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
9. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1159 autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
10. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1160 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
11. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1161 autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
12. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1162 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
13. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1163 autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
14. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1164 autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
15. 1^{er} août 2007 – Loi n° 2007-1165 autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (*J.O.* du 2 août 2007) (Pj. S.).
16. 10 août 2007 * – Loi n° 2007-1198 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (*J.O.* du 10 août 2007) (Pj. S.) (17 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir le tome 111 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
17. 10 août 2007 – Loi n° 2007-1199 relative aux libertés et responsabilités des universités (*J.O.* du 11 août 2007) (Pj. S.) (110 adts).
 18. 10 août 2007 – Loi n° 2007-1200 autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche (*J.O.* du 11 août 2007) (Pj. AN).
 19. 10 août 2007 – Loi n° 2007-1201 autorisant l'approbation des amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications, adoptés à Marrakech le 18 octobre 2002 (*J.O.* du 11 août 2007) (Pj. AN).
 20. 10 août 2007 – Loi n° 2007-1202 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces (*J.O.* du 11 août 2007) (Pj. AN).
 21. 10 août 2007 – Loi n° 2007-1203 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (*J.O.* du 11 août 2007) (Pj. AN).
 22. 10 août 2007 – Loi n° 2007-1204 autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les États-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto (*J.O.* du 11 août 2007) (Pj. AN).
 23. 21 août 2007 * – Loi n° 2007-1223 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (*J.O.* du 22 août 2007) (Pj. AN) (120 adts).
 24. 21 août 2007 * – Loi n° 2007-1224 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (*J.O.* du 22 août 2007) (Pj. S.) (32 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir le tome 111 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Annexe VI

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première Assemblée saisie	Suite de la procédure
Renforcement de la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs Pj. S. n° 63 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	24 juillet 2007	26 juillet 2007 Sénat	26 juillet 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Libertés et responsabilités des universités Pj. S. n° 71 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	31 juillet 2007	1 ^{er} août 2007 Sénat	1 ^{er} août 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Travail, emploi et pouvoir d'achat Pj. AN n° 4 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	31 juillet 2007	1 ^{er} août 2007 Assemblée nationale (6 adts)	1 ^{er} août 2007 Adoption conforme au Sénat
Dialogue social et continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs Pj. S. n° 101 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	2 août 2007	2 août 2007 Sénat	2 août 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale

Annexe VII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets à la tribune

Premier tour de scrutin pour l'élection du Président de l'Assemblée nationale (séance du mardi 26 juin 2007)

Nombre de votants	553
Bulletins blancs ou nuls	22
Suffrages exprimés	531
Majorité absolue	266

Ont obtenu :

Noms	Suffrages
M. Bernard Accoyer	314
Mme Marylise Lebranchu	216
M. Jean Lassalle	1

M. Bernard Accoyer, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président de l'Assemblée nationale.

2. Scrutins secrets dans les salons

Premier tour de scrutin pour l'élection des vice-présidents de l'Assemblée nationale (séance du mercredi 27 juin 2007)

Nombre de votants	468
Bulletins blancs ou nuls	7
Suffrages exprimés	461
Majorité absolue	231

Ont obtenu :

Noms	Suffrages
MM. Marc Laffineur	278
Marc Le Fur	278
Marc-Philippe Daubresse	276
Rudy Salles	265
Mme Catherine Génisson	170
MM. Jean-Marie Le Guen	169
Alain Néri	169
Mme Jacqueline Fraysse	39
Divers	1

MM. Marc Laffineur, Marc Le Fur, Marc-Philippe Daubresse et Rudy Salles ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sont proclamés vice-présidents de l'Assemblée nationale.

Les candidatures de Mme Fraysse et de M. Néri ayant été retirées à l'annonce du second tour de scrutin sont proclamés vice-présidents de l'Assemblée nationale : MM. Marc Laffineur, Marc Le Fur, Marc-Philippe Daubresse, Rudy Salles, Mme Catherine Génisson, M. Jean-Marie Le Guen.

Élection des membres de la cour de justice de la République

Dans sa première séance du mardi 24 juillet 2007, l'Assemblée nationale a élu :

- M. Tony Dreyfus (juge titulaire)
 - M. Noël Mamère (juge suppléant)
- M. Francis Hillmeyer (juge titulaire)
 - M. Thierry Lazaro (juge suppléant)
- M. Philippe Houillon (juge titulaire)
 - Mme Arlette Grosskost (juge suppléant)
- Mme Marie-Anne Montchamp (juge titulaire)
 - M. Pierre Morel-A-L'Huissier (juge suppléant)
- M. André Vallini (juge titulaire)
 - M. Jean-Yves Le Bouillonnet (juge suppléant)
- M. Jean-Luc Warsmann (juge titulaire)
 - M. Jean-Paul Garraud (juge suppléant)

3. Scrutins publics dans les salons

- à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1	03.07	Sur la déclaration de politique générale du Gouvernement de M. François Fillon (application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution).	321	224	5

4. Scrutins publics décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
17	18.07	L'ensemble du projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs.	144	93	0

Annexe VIII

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs	Plus de 60 députés 31.07.2007 Plus de 60 sénateurs 31.07.2007	2007-554 DC du 9.08.2007	11.08.2007	Conforme
Loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat	Plus de 60 députés 02.08.2007	2007-555 DC du 16.08.2007	22.08.2007	Partiellement contraire
Loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs	Plus de 60 députés 07.08.2007 Plus de 60 sénateurs 06.08.2007	2007-556 DC du 16.08.2007	22.08.2007	Conforme

Annexe IX

Déclarations du Gouvernement

Avec débat

Date	Objet	Ministre
4 juillet 2007	Déclaration du Gouvernement sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007	M. Bernard Kouchner (ministre des affaires étrangères et européennes) et M. Jean-Pierre Jouyet (secrétaire d'État chargé des affaires européennes)
16 juillet 2007	Débat d'orientation budgétaire pour 2008	M. Éric Woerth (ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique)

Annexe X

Engagements de responsabilité et censure

Engagement de responsabilité sur une déclaration de politique générale

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution

Date	Texte	Scrutin public		A.V.
		Pour	Contre	
3 juillet 2007	Déclaration de politique générale (M. François Fillon, Premier ministre)	321	224	5

Annexe XI

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	3
Affaires étrangères et européennes	7
Affaires étrangères et droits de l'homme	0
Affaires européennes	0
Agriculture et pêche	87
Anciens combattants	52
Budget, comptes publics et fonction publique	15
Consommation et tourisme	4
Coopération et francophonie	0
Culture et communication	2
Défense	10
Écologie, développement et aménagement durables	35
Écologie	0
Économie, finances et emploi	76
Éducation nationale	40
Enseignement supérieur et recherche	17
Entreprises et commerce extérieur	5
Fonction publique	2
Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement	1
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	77
Justice	18
Logement et ville	15
Outre-mer	0
Politique de la ville	0
Porte-parole du Gouvernement	0
Prospective et évaluation des politiques publiques	0
Relations avec le Parlement	0
Santé, jeunesse et sports	82
Solidarité	1
Solidarités actives contre la pauvreté	0
Transports	13
Travail, relations sociales et solidarité	1
Total	563

DEUXIÈME PARTIE

La période couverte par la présente partie débute le 1^{er} octobre 2007, jour de l'ouverture de la session 2007-2008, et prend fin le 30 septembre 2008, veille de l'ouverture de la session 2008-2009.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	63
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	64
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	65
1.2.1. Remplaçants devenus députés	65
1.2.2. Élections partielles	65
1.2.3. Sièges vacants	65
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	97
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	65
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFÉES PAR LE GOUVERNEMENT	66
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	98
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	66
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	66
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	66
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	66
2. BILAN D'ACTIVITÉ	67
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	68
2.1.1. Séance du 4 février 2008	68
2.1.2. Séance du 21 juillet 2008	68
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	69
2.2.1. Sessions et séances publiques	69
2.2.2. Impressions parlementaires	70
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	71
2.3.1. Travaux des commissions	71
<i>ANNEXE III. – Commissions élargies</i>	99
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	72
2.3.2.1. Textes non budgétaires	72
2.3.2.2. Textes budgétaires	72
2.3.2.3. Rapports d'information	72
2.3.2.4. Rapports d'application	72
<i>ANNEXE IV. – Missions d'évaluation</i>	100

2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	73
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	73
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne.....	73
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.....	73
<i>ANNEXE V. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	101
2.4.2. Autres délégations	73
2.4.3. Offices parlementaires	74
2.5. AUTRES COMMISSIONS	74
2.5.1. Commissions d'enquête	74
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	74
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	74
<i>ANNEXE VI. – Liste des commissions d'enquête</i>	102
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	75
3.1. BILAN LÉGISLATIF	76
3.1.1. Projets de loi	76
3.1.2. Propositions de loi	77
3.1.3. Récapitulation	78
<i>ANNEXE VII. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	103
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	78
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	78
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	79
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	81
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	82
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	82
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	82
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES	82
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.	82
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R.	82
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	83
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	83
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	84
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	84
<i>ANNEXE VIII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	110
4.5.2. Déclarations d'urgence	84
4.6. AMENDEMENTS	85
4.6.1. Origine et sort des amendements	85
4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs.....	86
4.7. VOTES BLOQUÉS	86
4.8. PROCÉDURES DE VOTE	86
4.8.1. Scrutins	86
<i>ANNEXE IX. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	112
4.8.2. Vérifications du quorum	86

4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	87
4.9.1. Rappels au Règlement	87
4.9.2. Faits personnels	87
4.9.3. Peines disciplinaires	87
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	87
<i>ANNEXE X. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	113
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	89
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	90
<i>ANNEXE XI. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	115
5.2. DÉBATS	90
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	91
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	92
6.2. MOTIONS DE CENSURE	92
<i>ANNEXE XII. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et des motions de censure</i>	116
7. QUESTIONS	93
7.1. QUESTIONS ORALES	94
7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement	94
7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat	94
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	94
7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites	94
7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées »	94
<i>ANNEXE XIII. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	117
– <i>Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	119

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2007			Au 30 septembre 2008		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
UMP	313	8	321	312	6	318
SRC	186	18	204	186	18	204
GDR	24	–	24	24	–	24
Nouveau centre	20	1	21	21	2	23
Total des groupes	543	27	570	543	26	569
Députés non-inscrits.....	///	///	7	///	///	7
Total des sièges pourvus			577 ⁽¹⁾			576 ⁽²⁾
Sièges vacants.....	///	///		///	///	1 ⁽³⁾
Total des sièges			577			577

(1) Dont 105 femmes : 43 UMP, 56 SRC, 5 GDR, 1 NI.

(2) Dont 107 femmes : 43 UMP, 57 SRC, 5 GDR, 1 NC, 1 NI.

(3) Il s'agit de la 1^{re} circonscription de la Marne.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 6 (Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	2
– nomination à des fonctions ministérielles	4
– nomination au Conseil constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.2.2. Élections partielles : 7 (Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	3
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176-1 du code électoral	–
– dont démission volontaire	2
– dont démission d'office	2

1.2.3. Sièges vacants au 30 septembre 2008 : 1 ⁽²⁾

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2007	40	40
Enregistrées en cours de période	1	1
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	38	38
– suivies d'annulation	3	2 ⁽³⁾
En instance au 30 septembre 2008	–	–

(1) Voir annexe I, p. 97.

(2) Il s'agit du siège de la 1^{re} circonscription de la Marne.

(3) Il s'agit des sièges de la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine et de la 1^{re} de l'Eure. Dans cette circonscription, l'élection partielle résultant d'une première annulation a également fait l'objet d'une seconde annulation.

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	14
Missions en cours au 30 septembre 2008.....	3

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du bureau de l'Assemblée nationale	–
--	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale	–
--	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	4 ⁽²⁾
--	------------------

(1) Voir annexe II, p. 98.

(2) Décisions 2007-23 I du 14 février 2008 et 2008-24/25/26 I du 14 février 2008 (J.O. du 17 février 2008).

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

2.1.1. Séance du 4 février 2008 ⁽¹⁾

Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution ⁽²⁾

– Durée 2 h 00.

– Adoption, par scrutin public, du projet de loi constitutionnelle par 560 voix contre 181 sur 893 votants et 741 suffrages exprimés, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés étant de 445 voix ⁽³⁾.

2.1.2. Séance du 21 juillet 2008 ⁽⁴⁾

Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République ⁽⁵⁾

– Durée 3 h 05.

– Adoption, par scrutin public, du projet de loi constitutionnelle par 539 voix contre 357 sur 905 votants et 896 suffrages exprimés, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés étant de 538 voix ⁽⁶⁾.

(1) J.O. (Débats) du Congrès du 5 février 2008.

(2) Décret de convocation en date du 30 janvier 2008 (J.O. du 1^{er} février 2008).

(3) Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008.

(4) J.O. (Débats) du Congrès du 22 juillet 2008.

(5) Décret de convocation en date du 17 juillet 2008 (J.O. du 18 juillet 2008).

(6) Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2007-2008 ⁽²⁾ (séances du 1 ^{er} octobre au 30 juin 2008)	96	210	784 h 15	534 h 15	116 h 05	28 h 15	99 h 05	1 h 30	5 h 05
1 ^{re} session extraordinaire de 2008 ⁽³⁾ (séances du 1 ^{er} au 23 juillet 2008)	11	24	92 h 05	86 h 40	—	5 h 25	—	—	—
2 ^e session extraordinaire de 2008 ⁽⁴⁾ (séances du 23 au 30 septembre 2008)	5	12	43 h 30	40 h 50	—	2 h 40	—	—	—
Total	112	246	919 h 50	661 h 45	116 h 05	36 h 20	99 h 05	1 h 30	5 h 05

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2008.

(2) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 21 décembre 2007 au 8 janvier 2008, du 9 février au 23 mars 2008 (élections municipales et cantonales) et du 19 au 27 avril 2008.

(3) A la demande du Premier ministre, par décret du 21 juin 2008 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 25 juin 2008).

(4) A la demande du Premier ministre, par décret du 1^{er} août 2008 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 2 août 2008) et décret complémentaire du 27 août 2008 (J.O. du 28 août 2008).

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	–	–	///	///	–	–
Messages du Président de la République	–	–	–	–	–	–
Déclarations du Gouvernement.....	9	160	///	///	9	160
Projets de loi.....	130	5 210	6	728	136	5 938
Propositions de loi	427	5 886	///	///	427	5 886
Propositions de résolution	49	496	///	///	49	496
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	359	4 809	–	–	359	4 809
Rapports législatifs ⁽²⁾	145	14 424	58	7 254	203	21 678
Rapports d'information ⁽³⁾	78	10 590	///	///	78	10 590
Autres rapports ⁽⁴⁾	10	1 872	///	///	10	1 872
Avis	20	1 642	57	3 680	77	5 322
TOTAL	1 227	45 089	121	11 662	1 348	56 751

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(3) Rapports d'information des commissions permanentes, des délégations et des missions d'information.

(4) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Spéciales	Total
Réunions :								
Nombre	82	104	72	46	142	85	–	543
Durée	120 h 00	196 h 45	93 h 00	72 h 45	233 h 00	99 h 15	–	814 h 45
<i>dont examen budgétaire</i>	19 h 50	23 h 30	10 h 17	23 h 23	63 h 00	10 h 59	–	150 h 59
<i>dont commission élargie ⁽¹⁾</i>	12 h 50	14 h 20	8 h 15	3 h 05	32 h 25	6 h 55	///	–
Auditions								
Membres du Gouvernement.....	20	23	15	10	24	17	–	109
Autres personnalités.....	14	27	30	26	62	12	–	171
<i>dont auditions publiques :</i>	18	22	3	2	14	3	–	62
- Membres du Gouvernement	10	24	2	–	50	9	–	95
- Autres personnalités.....	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	34	50	45	36	86	29	–	280
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
Projets de loi	16	12	45	1	6	16	–	96
Propositions de loi.....	170	79	2	5	19	161	–	436
Propositions de résolution.....	13	18	2	1	11	9	–	54
<i>dont sur PAC</i>	–	5	–	–	2	2	–	9
Total	199	109	49	7	36	186	–	586
Textes adoptés définitivement :								
Projets de loi	12	11	46	2	4	14	–	89
Propositions de loi.....	3	3	–	–	–	7	–	13
Propositions de résolution.....	–	3	1	–	2	2	–	8
<i>dont sur PAC</i>	–	3	–	–	2	2	–	7
Total	15	17	47	2	6	23	–	110
Rapports déposés								
En première lecture :								
sur des projets de loi.....	12	11	46	2	4	14	–	89
sur des propositions de loi.....	4	4	–	–	1	15	–	24
sur des propositions de résolution	–	4	1	–	3	2	–	10
<i>dont sur PAC</i>	–	2	–	–	2	1	–	5
Total	16	19	47	2	8	31	–	123
<i>dont rapports conjoints</i>	–	–	4	–	–	–	–	4
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
sur des projets de loi	–	2	–	–	–	3	–	5
sur des propositions de loi.....	–	2	–	–	–	2	–	4
Total	–	4	–	–	–	5	–	9
Rapports d'application (art. 86, al. 8)	3	4	–	–	1	5	–	13
Total des rapports	19	27	47	2	9	41	–	145
Annexes au rapport général.....	///	///	///	///	49	///	///	49
Avis								
sur le PLF de l'année	13	11	9	9	–	9	–	51
sur d'autres PLF	–	–	–	1	–	–	–	1
sur des projets de loi	3	4	3	1	7	3	–	21
sur des propositions de loi.....	–	–	–	–	–	–	–	–
sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	16	15	12	11	56	12	–	122
Missions d'information								
Rapports d'information déposés	9	3	4	2	19	3	–	40
Rapports d'information budgétaires.....	–	–	–	–	5	–	–	5

(1) Voir annexe III, p. 99.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	81	14	–	1	–	96
– propositions de loi	19	5	1	2	–	27
– propositions de résolution	7	–	–	–	–	7
<i>dont sur PAC</i>	4	–	–	–	–	4
Total	107	19	1	3	–	130
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	20	1	–	–	–	21
– propositions de loi	–	–	–	–	–	–
– propositions de résolution	1	–	–	–	–	1
<i>dont sur PAC</i>	1	–	–	–	–	1
Total	21	1	–	–	–	22

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Commissions des finances :						
– rapporteur général	2	–	–	–	–	2
– rapporteurs spéciaux	32	14	1	3	–	50
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	40	13	2	4	–	59
– sur les autres lois de finances	–	–	–	–	–	–

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes ..	1	11	1	1	–	14
Rapports d'information budgétaires	7	4	1	1	–	13

2.3.2.4. Rapports d'application ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
	14	5	1	–	–	20

(1) Ce tableau recense les rapporteurs d'information des six commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent bulletin.

(2) Article 86, alinéa 8, du Règlement de l'Assemblée nationale.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne ⁽¹⁾

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application de l'article 88-4 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
55	90 h 15	14	17	20	357	9

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2007	572
Textes transmis durant la période	359
Textes retirés ou devenus définitifs	303
Textes en instance au 30 septembre 2008.....	628

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	19	25 h 00	1	15	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.....	30	37 h 30	1	38	2

(1) Devenue commission chargée des affaires européennes en application de la nouvelle rédaction de l'article 88-4 issue de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008.

(2) Voir annexe V, p. 101, la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 : Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	20	81 h 15	2	175	7
Office parlementaire d'évaluation de la législation	–	–	–	–	–
Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé	2	2 h 15	–	–	–

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

- Commissions constituées durant la période 1⁽²⁾
- Rapports déposés 1

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir annexe VI, p. 102, la liste et travaux des commissions d'enquête.

(2) Les propositions de résolution n° 150 de M. Ayrault (conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye) et n° 152 de M. Bocquet (accords franco-libyens et rôle joué par la France dans la libération des infirmières bulgares détenues en Libye) ont abouti à la création d'une seule commission d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2007	52	46	98
En instance à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2007 .	10	14	24
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2007	6	1	7
Total.....	68	61	129
Textes retirés.....	2	–	2
Total des textes pris en compte	66	61	127

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	1	–	–	2	3
	Au Sénat	22	1	–	–	11	34
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	34	2	–	–	4	40
	Au Sénat	///	10	1	–	1	12
Total		56	14	1	–	18	89
Rejets		–	–	–	–	–	–

En instance au 30 septembre 2008		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale		29	1	–	–	–	30
Au Sénat ⁽²⁾		8	–	–	–	–	8
Total.....		37	1	–	–	–	38

(1) Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2007	427	9	436 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2007	88	33	121
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2007	8	–	8
Total	523	42	565
Textes retirés.....	2	–	2
Total des textes pris en compte	521	42	563

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale.....	///	5	–	–	–	5
	Au Sénat.....	4	–	–	–	–	4
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale.....	2	1	–	–	–	3
	Au Sénat.....	///	2	–	–	–	2
Total		6	8	–	–	–	14
Rejets.....		7	–	–	–	–	7 ⁽³⁾

En instance au 30 septembre 2008	En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale.....	530	1	1	–	–	532
Au Sénat.....	9 ⁽⁴⁾	1	–	–	–	10
Total	539	2	1	–	–	542

(1) Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 13 propositions de loi constitutionnelle et 9 propositions de loi organique.

(3) Proposition de loi (n° 370) visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (1^{re} séance du 27 novembre 2007) ; proposition de loi (n° 403) visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs (1^{re} séance du 29 novembre 2007) ; proposition de loi constitutionnelle (n° 560) visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum (1^{re} séance du 15 janvier 2008) ; proposition de loi constitutionnelle (n° 573) relative au retour à l'équilibre des finances publiques (1^{re} séance du 17 janvier 2008) ; proposition de loi (n° 737) visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous (1^{re} séance du 1^{er} avril 2008) ; proposition de loi (n° 851) relative aux conditions de l'élection des sénateurs (1^{re} séance du 20 mai 2008) ; proposition de loi (n° 852) relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République (1^{re} séance du 20 mai 2008).

(4) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en 1^{er} lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	127	89 ⁽²⁾	97
Propositions de loi	563	14	13
Total	690	103	110

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	3	8	7	11	8	–	–	–	120 jours
	Dépôts Sénat	2	15	8	9	11	4	–	3	187 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	1	5	3	–	–	–	–	–	168 jours
	Dépôts Sénat	1	–	1	1	2	–	–	–	147 jours

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Enregistrées.....	332	33	29	31	2	427
Irrecevables au dépôt	–	–	–	–	–	–
Déposées	332	33	29	31	2	427
Retirées.....	2	–	–	–	–	2
Irrecevables en séance :						
– Art. 40 C.	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C.	–	–	–	–	–	–
Rejetées	–	4	2	1	–	7 ⁽³⁾
Adoptées définitivement	8	1 ⁽⁴⁾	–	–	–	9

(1) Voir annexe VII, p. 103, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 47 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Cf. note 3 (p. 77).

(4) Il s'agit de la proposition n° 371 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés jointe à une proposition UMP.

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	1	–	–	1	–	2
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	9	8	25	3	–	45
• rejetées	–	–	1	–	–	1
• adoptées	–	1 ⁽¹⁾	1 ⁽¹⁾	–	–	2 ⁽¹⁾
Sur propositions d'actes communautaires ⁽²⁾ :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	8	1	–	–	–	9
– par un député	–	–	–	–	–	–
• rejetées :.....	–	–	–	–	–	–
• considérées comme adoptées	6	1	–	–	–	7
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–

(1) Ces deux propositions de résolution (conditions de la libération des infirmières et du médecin bulgares et récents accords franco-libyens) ont donné lieu à une seule commission d'enquête.

(2) Voir annexe V, p. 101, la liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C.

Nombre de séances	17
– soit en heures	43 h 55
Nombre de textes examinés	15
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	15 ⁽¹⁾
– propositions de résolution	–
Nombre de débats	4

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances	–
– soit en heures	–
Nombre de textes examinés	–
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	–
– propositions de résolution	–

4.2. Procédures d'examen simplifiées

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.

Textes ayant fait l'objet d'une demande	–
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	–

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R. (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	33
– oppositions	2
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	31

(1) dont la 2^e lecture de la proposition visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation déposée sous la 12^e législature.

4.3. Motions de procédure

(Art. 91R., 122R. et 128R.) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	35	–
Question préalable	37	1 ⁽²⁾
Renvoi en commission	27	1 ⁽³⁾
Motion référendaire	2	–
Demande d'ajournement	–	–

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	9 ⁽⁴⁾
– d'une commission	1
– d'un député	1 ⁽⁴⁾

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Le 13 mai 2008, question préalable déposée par M. Sandrier (GDR), lors de la discussion en deuxième lecture du projet sur les organismes génétiquement modifiés (n° 819).

(3) Le 17 janvier 2008, motion de renvoi en commission déposée par M. Copé (UMP), lors de la discussion de la proposition de loi relative au retour à l'équilibre des finances publiques (n° 573).

(4) La première partie du projet de loi de finances pour 2008 a fait l'objet d'une double demande de la part du Gouvernement et de M. Cabuzac, député.

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	17	–	17
• Deuxième lecture.....	1	–	1
• Lectures suivantes.....	–	–	–
Total.....	18	–	18
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	18	–	18
• Rapports négatifs.....	–	–	–
Total.....	18	–	18
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP.....	18	–	18
- dont à l'Assemblée Nationale.....	6	–	6
• avec amendements.....	1	–	1
• sans amendement.....	5	–	5
- dont au Sénat.....	12	–	12
• avec amendements.....	7	–	7
• sans amendement.....	5	–	5
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture.....	–	–	–
• Adoption en lecture définitive			
- dernier texte Assemblée nationale.....	–	–	–
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement.....	–	–	–
- texte CMP.....	–	–	–
• Textes restant en instance.....	–	–	–
Total.....	18	–	18

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence	23
dont :	
– sur des projets de loi	23
– sur des propositions de loi	–

(1) Voir annexe VIII, p. 109.

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	SRC	GDR	NC	NI	
Enregistrés	276	1 705	2 348	7 434	1 440	545	30	13 778
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ou L.O. relative au financement de la sécurité sociale) ⁽²⁾	///	33	135	132	77	46	–	423
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C. ⁽³⁾	///	–	–	–	1	–	–	1
– Art. 44 C. ⁽⁴⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 98, alinéa 5 R. ⁽⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R. ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	276	1 672	2 213	7 302	1 362	499	30	13 354
Retirés avant discussion	19	51	223	119	41	34	–	487
Adoptés	247	1 406	588	261	43	53	–	2 598

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi (1 amendement déposé sur le projet de loi modifiant le Titre XV de la Constitution).

(4) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(5) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(6) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	59 ⁽³⁾	12	4	10	8	4	4	1

4.7. Votes bloqués

Nombre de demandes –

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins ⁽⁴⁾

Scrutins publics ordinaires.....	177
<i>dont :</i>	
– <i>sur la prolongation d'une intervention des forces armées en application de l'article 35 de la Constitution</i>	1
– <i>sur des motions de procédure</i>	27
– <i>sur le passage à la discussion des articles</i>	5
– <i>sur une demande de constitution de commission spéciale</i>	–
– <i>sur une demande de formation de l'Assemblée nationale en comité secret</i>	–
– <i>sur les conclusions de rejet par une commission d'une proposition de résolution de loi</i>	1
– <i>sur des textes</i>	143
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	3
<i>dont :</i>	
– <i>à l'Assemblée nationale</i>	1
– <i>au Congrès du Parlement</i>	2
Scrutins secrets	–

4.8.2. Vérifications du quorum..... 5

(1) Voir aussi annexe VII, p. 103, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée Nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 47 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

(4) Dont 12 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement (voir annexe IX).

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	237
4.9.2. Faits personnels	2
4.9.3. Peines disciplinaires	–

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	3
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	1
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	3
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	2
– <i>Règlement des Assemblées</i>	1
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	9
Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution.....	–

(1) Voir annexe X, p. 112.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 9

(Article 132 du Règlement)

dont :

- *avec débat* 9
- *sans débat* -

5.2. Débats ⁽¹⁾ 1

Application de l'article 35 de la Constitution 1

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement -

(1) Voir annexe XI, p. 114.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽¹⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	—
<i>dont :</i>	
— <i>sur son programme</i>	—
— <i>sur une déclaration de politique générale</i>	—
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	—

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	—

(1) Voir annexe XII, p. 115.

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement (55 séances)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	330	220	55	55	2	662

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat (15 séances)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	183	119	30	24	1	357

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008 ⁽¹⁾

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions publiées	14 996	8 668	1 193	1 122	185	26 164
Nombre de questions après retrait.....	14 699	8 581	1 185	1 108	185	25 758
Nombre de réponses.....	11 482	5 892	777	823	176	19 150

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » (36 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours).

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions	88	288	72	68	0	516

(1) Voir annexe XIII, p. 116.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 6 mars 2008 (J.O. 8 mars 2008)	Michel Debet (SRC)	Dordogne (3 ^e)	Colette Langlade (SRC)	8 mars 2008 (J.O. 9 mars 2008)
– 18 septembre 2008 (J.O. 19 septembre 2008)	Jean Marsaudon (UMP)	Essonne (7 ^e)	Françoise Briand (app. UMP)	18 septembre 2008 (J.O. 19 septembre 2008)
Nomination à des fonctions ministérielles : – 18 mars 2008 (J.O. 19 mars 2008)	Christian Blanc (NC)	Yvelines (3 ^e)	Colette Le Moal (NC)	19 avril 2008 (J.O. 20 avril 2008)
– 18 mars 2008 (J.O. 19 mars 2008)	Yves Jégo (UMP)	Seine-et-Marne (3 ^e)	Gérard Millet (UMP)	19 avril 2008 (J.O. 20 avril 2008)
– 18 mars 2008 (J.O. 19 mars 2008)	Alain Joyandet (UMP)	Haute-Saône (1 ^{re})	Patrice Debray (UMP)	19 avril 2008 (J.O. 20 avril 2008)
– 18 mars 2008 (J.O. 19 mars 2008)	Nadine Morano (UMP)	Meurthe-et-Moselle (5 ^e)	Philippe Morenvillier (UMP)	19 avril 2008 (J.O. 20 avril 2008)

Élections partielles

Cause de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
Annulations d'opérations électorales : – 29 novembre 2007 (J.O. 30 novembre 2007)	Jean-Pierre Gorges (UMP)	Eure-et-Loir (1 ^{re})	Françoise Vallet (SRC)	4 février 2008 (J.O. 5 février 2008)
– 29 novembre 2007 (J.O. 30 novembre 2007)	Philippe Pemezec (UMP)	Hauts-de-Seine (12 ^e)	Jean-Pierre Schosteck (UMP)	4 février 2008 (J.O. 5 février 2008)
– 26 juin 2008 (J.O. 27 juin 2008)	Françoise Vallet (SRC)	Eure-et-Loir (1 ^{re})	Jean-Pierre Gorges (UMP)	4 février 2008 (J.O. 5 février 2008)
Démissions volontaires : – 19 octobre 2007 (J.O. 20 octobre 2007)	Dominique Strauss-Kahn (SRC)	Val d'Oise (8 ^e)	François Pupponi (SRC)	17 décembre 2007 (J.O. 18 décembre 2007)
– 1 ^{er} avril 2008 (J.O. 2 avril 2008)	Charles-Ange Ginesy (UMP)	Alpes-Maritimes (5 ^e)	Christian Estrosi (UMP)	26 mai 2008 (J.O. 27 mai 2008)
Démissions d'office : – 6 février 2008 (J.O. 7 février 2008)	Joël Sarlot (UMP)	Vendée (5 ^e)	Dominique Souchet (NI)	14 avril 2008 (J.O. 15 avril 2008)
– 28 mars 2008 (J.O. 29 mars 2008)	Georges Fenech (UMP)	Rhône (11 ^e)	Raymond Durand (NC)	2 juin 2008 (J.O. 3 juin 2008)

Sièges vacants

Cause de la vacance	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Démissions volontaires : – 16 septembre 2008 (J.O. 17 septembre 2008)	Renaud Dutreil (UMP)	Marne (1 ^{re})	17 septembre 2008

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Dominique Perben (UMP) Rhône	- Écologie, développement et aménagement durables	18 juillet 2007 – 30 décembre 2007
Jean-Paul Anciaux (UMP) Saône et Loire	- Enseignement supérieur et recherche - Logement et ville	31 juillet 2007 – 30 janvier 2008
Guy Geoffroy (UMP) Seine-et-Marne	- Enseignement supérieur et recherche - Éducation nationale	21 août 2007 – 30 octobre 2007
Jacques Domergue (UMP) Hérault	- Transports	8 octobre 2007 – 31 janvier 2008
André Flajolet (UMP) Pas-de-Calais	- Santé, jeunesse et sports	16 octobre 2007 – 15 avril 2008
Jean-Louis Dumont (SRC) Meuse	- Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	23 novembre 2007 – 22 mai 2008
Etienne Pinte (UMP) Yvelines	- Logement et ville - Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté	21 décembre 2007 – 20 juin 2008
Yves Fromion (UMP) Cher	- Défense	24 décembre 2007 – 23 juin 2008
Jean-Michel Couve (UMP) Var	- Consommation et tourisme (SE)	21 janvier 2008 – 20 juillet 2008
Martial Saddier (UMP) Haute-Savoie	- Agriculture et pêche - Écologie, développement et aménagement durables	21 janvier 2008 – 20 juillet 2008
Renaud Muselier (UMP) Bouches-du-Rhône	- Premier ministre	29 janvier 2008 – 28 juillet 2008
Michèle Tabarot (UMP) Alpes-Maritimes	- Travail, relations sociales et solidarité	12 février 2008 – 19 août 2008
Alain Moyne-Bressand (UMP) Isère	- Intérieur, Outre-mer et collectivités territoriales - Justice	22 février 2008 – 21 août 2008
Bertrand Pancher (UMP) Meuse	- Écologie, développement et aménagement durables	27 février 2008 – 26 juin 2008
François Loos (UMP) Bas-Rhin	- Industrie et consommation (SE)	16 juin 2008
Jean-Luc Warsmann (UMP) Ardennes	- Premier ministre	30 juin 2008
Jean-Paul Charié (UMP) Loiret	- Économie, industrie et emploi	1 ^{er} septembre 2008

Annexe III

Commissions élargies

Commissions élargies	Durée	Finances	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense	Lois
1. Aide publique au développement ; compte spécial : Prêts à des États étrangers.....	2 h 10	x			x		
2. Culture ; compte spécial : Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale.....	3 h 10	x	x				
3. Développement et régulation économiques.....	3 h 35	x		x	x		
4. Gestion des finances publiques et des ressources humaines ; Fonction publique ; Régimes sociaux et de retraite ; comptes spéciaux : Pensions, Gestion du patrimoine immobilier de l'État, Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés.....	3 h 50	x					x
5. Médias ; compte spécial : Avances à l'audiovisuel public.....	2 h 30	x	x		x		
6. Politique des territoires.....	2 h 50	x		x			
7. Recherche et enseignement supérieur	3 h 50	x	x	x			
8. Sécurité.....	3 h 05	x				x	x
9. Solidarité, insertion et égalité des chances.....	3 h 20	x	x				
10. Ville et logement.....	4 h 05	x		x			
Total	32 h 25	32 h 25	12 h 50	14 h 20	8 h 15	3 h 05	6 h 55

Annexe IV

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Financement des projets d'équipement naval militaire	6	16 h 00	–	15	717 13 février 2008
Gestion des ressources humaines au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire	5	8 h 15	–	26	991 24 juin 2008
Politique immobilière de l'État	9	10 h 45	1	23	923 4 juin 2008
Allocation des moyens des universités	10	10 h 00	1	22	996 25 juin 2008

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Prescription, consommation et fiscalité des médicaments	10	35 h 00	2	26	848 30 avril 2008
Affections de longue durée	7	19 h 45	1	16	Travaux en cours
Bilan de la prestation d'accueil du jeune enfant	–	–	–	–	Session 2008-2009
Lutte contre la fraude sociale	–	–	–	–	Session 2008-2009
Fonctionnement de l'hôpital	–	–	–	–	Session 2008-2009

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
				Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Mesure des grandes données économiques et sociales	AC AEC - F	26.11.2007	28.11.2007	14	19 h 55	–	28	815 16.04.2008
Exonération de cotisations sociales	AC - F	28.11.2007	11.12.2007	29	32 h 15	–	49	1001 25.06.2008
Évaluation des dispositifs fiscaux d'encouragement à l'investissement locatif	AEC - F	26.03.2008	26.03.2008	10	10 h 00	–	19	1088 22.07.2008

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 3 du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Questions mémorielles	25.03.2008	29.04.2008	12	32 h 30	–	12	Travaux en cours
Révision des lois bioéthiques	17.06.2008	22.07.2008	1	0 h 45	–	–	Travaux en cours

Annexe V

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Organisation commune de marché vitivinicole (E 3587)	N ^{os} 405 (438, AEE)	18 janvier 2008
Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les redevances aéroportuaires (E 3441)	N ^{os} 513 (689, AEE)	22 février 2008
Proposition de directive prévoyant des sanctions à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 3534)	N ^{os} 612 (687, L)	21 février 2008
Troisième paquet de libéralisation du marché de l'énergie (E 3642 ; E 3643 ; E 3644 ; E 3645 ; E 3646)	N ^{os} 887 (915, AEE)	3 juin 2008 ⁽¹⁾
Politique commune de l'immigration (E 3678 ; E 3679)	N ^{os} 922 (994, L)	9 juillet 2008
L'Union européenne et les fonds souverains (E 3328)	N ^{os} 964 (1056, F)	30 juillet 2008
Avant-projet de budget général des communautés européennes pour l'exercice 2009 (E 3891)	N ^{os} 1031 (1057, F)	30 juillet 2008

(1) Proposition de résolution adoptée en conférence des présidents avant mise en distribution du rapport.

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et les récents accords franco-libyens	11 octobre 2007	17 octobre 2007	n° 622 22 janvier 2008

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions	
	Nombre	Durée	Membres du gouvernement	Autres
Les conditions de libération des infirmières et du médecin bulgares détenus en Libye et les récents accords franco-libyens	25	33 h 05	2	24

Annexe VII

Liste chronologique des lois promulguées ^{(1) (2) (3)}

1. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1416 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en oeuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé « Soyouz au CSG » et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
2. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1417 autorisant l'approbation du septième protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
3. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1418 autorisant la ratification de l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ensemble une annexe) (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
4. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1419 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur la coopération sanitaire transfrontalière (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
5. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1420 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
6. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1421 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux transports routiers internationaux et au transit des voyageurs et des marchandises (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
7. 3 octobre 2007 – Loi n° 2007-1422 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires (*J.O.* du 4 octobre 2007) (Pj. S.).
8. 9 octobre 2007 – Loi n° 2007-1443 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement (*J.O.* du 10 octobre 2007) (Pj. S.).
9. 17 octobre 2007 – Loi n° 2007-1474 autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme (*J.O.* du 18 octobre 2007) (Pj. S.).
10. 17 octobre 2007 – Loi n° 2007-1475 autorisant la ratification de l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens (*J.O.* du 18 octobre 2007) (Pj. AN).
11. 17 octobre 2007 – Loi n° 2007-1476 autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches (*J.O.* du 18 octobre 2007) (Pj. S.).
12. 17 octobre 2007 – Loi n° 2007-1477 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens (*J.O.* du 18 octobre 2007) (Pj. AN).
13. 17 octobre 2007 – Loi n° 2007-1478 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi (*J.O.* du 18 octobre 2007) (Pj. S.).
14. 18 octobre 2007 – Loi n° 2007-1484 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (*J.O.* du 19 octobre 2007) (Pj. S.).
15. 18 octobre 2007 – Loi n° 2007-1485 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende (*J.O.* du 19 octobre 2007) (Pj. S.).
16. 29 octobre 2007 – Loi n° 2007-1544 de lutte contre la contrefaçon (*J.O.* du 30 octobre 2007) (Pj. S.) (74 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 112, 113 et 114 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
17. 30 octobre 2007 – Loi n° 2007-1545 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (*J.O.* du 31 octobre 2007) (Pj. S.) (29 adts).
 18. 13 novembre 2007 * – Loi n° 2007-1598 relative à la lutte contre la corruption (*J.O.* du 14 novembre 2007) (Pj. AN) (21 adts).
 19. 20 novembre 2007 – Loi n° 2007-1631 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (*J.O.* du 21 novembre 2007) (Pj. AN) (79 adts).
 20. 23 novembre 2007 – Loi n° 2007-1645 autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses États membres (*J.O.* du 24 novembre 2007) (Pj. S.).
 21. 23 novembre 2007 – Loi n° 2007-1646 autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE (*J.O.* du 24 novembre 2007) (Pj. S.).
 22. 7 décembre 2007 – Loi organique n° 2007-1719 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (*J.O.* du 8 décembre 2007) (Pj. S.) (86 adts).
 23. 7 décembre 2007 – Loi n° 2007-1720 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (*J.O.* du 8 décembre 2007) (Pj. S.) (10 adts).
 24. 17 décembre 2007 – Loi n° 2007-1773 relative au parc naturel régional de Camargue (*J.O.* du 18 décembre 2007) (Pj. S.).
 25. 17 décembre 2007 – Loi n° 2007-1774 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier (*J.O.* du 18 décembre 2007) (Pj. S.) (8 adts).
 26. 17 décembre 2007 – Loi n° 2007-1775 permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés (*J.O.* du 18 décembre 2007) (Pn AN) (9 adts).
 27. 19 décembre 2007 * – Loi n° 2007-1786 de financement de la sécurité sociale pour 2008 (*J.O.* du 21 décembre 2007) (Pj. AN) (185 adts).
 28. 20 décembre 2007 – Loi n° 2007-1787 relative à la simplification du droit (*J.O.* du 21 décembre 2007) (Pn AN) (12 adts).
 29. 24 décembre 2007 – Loi n° 2007-1813 autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (*J.O.* du 26 décembre 2007) (Pj. S.).
 30. 24 décembre 2007 – Loi n° 2007-1814 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (*J.O.* du 26 décembre 2007) (Pj. S.).
 31. 24 décembre 2007 – Loi n° 2007-1815 autorisant l'approbation du deuxième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (*J.O.* du 26 décembre 2007) (Pj. S.).
 32. 24 décembre 2007 – Loi n° 2007-1821 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer (*J.O.* du 27 décembre 2007) (Pj. S.).
 33. 24 décembre 2007 – Loi n° 2007-1822 de finances pour 2008 (*J.O.* du 27 décembre 2007) (Pj. AN) (171 adts).
 34. 25 décembre 2007 – Loi n° 2007-1824 de finances rectificative pour 2007 (*J.O.* du 28 décembre 2007) (Pj. AN) (124 adts).
 35. 3 janvier 2008 – Loi n° 2008-3 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (*J.O.* du 4 janvier 2008) (Pj. AN) (71 adts).
 36. 21 janvier 2008 – Loi n° 2008-66 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel (*J.O.* du 21 janvier 2008) (Pn S.) (1 adt).
 37. 21 janvier 2008 * – Loi n° 2008-67 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) (*J.O.* du 21 janvier 2008) (Pj. S.) (45 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 112, 113 et 114 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

38. 24 janvier 2008 – Loi n° 2008-73 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière (*J.O.* du 25 janvier 2008) (Pj. S.).
39. 30 janvier 2008 – Loi n° 2008-89 relative à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur (*J.O.* du 31 janvier 2008) (Pj. S.).
40. 4 février 2008 – Loi constitutionnelle n° 2008-103 modifiant le titre XV de la Constitution (*J.O.* du 5 février 2008) (Pj. AN).
41. 8 février 2008 – Loi n° 2008-111 pour le pouvoir d'achat (*J.O.* du 9 février 2008) (Pj. AN) (12 adts).
42. 8 février 2008 – Loi n° 2008-112 relative aux personnels enseignants de médecine générale (*J.O.* du 9 février 2008) (Pn S.).
43. 13 février 2008 – Loi n° 2008-125 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes (*J.O.* du 14 février 2008) (Pj. AN).
44. 13 février 2008 – Loi n° 2008-126 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (*J.O.* du 14 février 2008) (Pj. S.) (138 adts).
45. 13 février 2008 – Loi n° 2008-129 autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
46. 13 février 2008 – Loi n° 2008-130 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
47. 13 février 2008 – Loi n° 2008-131 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
48. 13 février 2008 – Loi n° 2008-132 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
49. 13 février 2008 – Loi n° 2008-133 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
50. 13 février 2008 – Loi n° 2008-134 autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
51. 13 février 2008 – Loi n° 2008-135 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion relatif au siège de l'Organisation ITER et aux privilèges et immunités de l'Organisation ITER sur le territoire français (*J.O.* du 15 février 2008) (Pj. S.).
52. 13 février 2008 – Loi n° 2008-136 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction (*J.O.* du 15 février 2008) (Pn S.) (9 adts).
53. 15 février 2008 – Loi n° 2008-141 autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (*J.O.* du 16 février 2008) (Pj. S.).
54. 15 février 2008 – Loi n° 2008-142 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 16 février 2008) (Pj. S.).
55. 25 février 2008 * – Loi n° 2008-174 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (*J.O.* du 26 février 2008) (Pj. AN) (65 adts).
56. 26 février 2008 * – Loi n° 2008-175 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général (*J.O.* du 27 février 2008) (Pn AN).
57. 7 avril 2008 – Loi n° 2008-324 relative à la nationalité des équipages de navires (*J.O.* du 8 avril 2008) (Pj. S.) (5 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 112, 113 et 114 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
58. 7 avril 2008 – Loi n° 2008-325 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-unis d'Amérique, d'autre part (*J.O.* du 8 avril 2008) (Pj. AN).
 59. 15 avril 2008 – Loi n° 2008-337 ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (*J.O.* du 16 avril 2008) (Pj. S.) (12 adts).
 60. 16 avril 2008 – Loi n° 2008-350 relative à l'extension du chèque emploi associatif (*J.O.* du 17 avril 2008) (Pn AN).
 61. 16 avril 2008 – Loi n° 2008-351 relative à la journée de solidarité (*J.O.* du 17 avril 2008) (Pn AN) (5 adts).
 62. 16 avril 2008 – Loi n° 2008-352 visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale (*J.O.* du 17 avril 2008) (Pn AN) (1 adt).
 63. 22 mai 2008 – Loi n° 2008-471 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la mise à disposition de personnels de la police nationale française au profit de la Principauté de Monaco à l'occasion d'événements particuliers (*J.O.* du 23 mai 2008) (Pj. AN).
 64. 22 mai 2008 – Loi n° 2008-472 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale (*J.O.* du 23 mai 2008) (Pj. AN).
 65. 22 mai 2008 – Loi n° 2008-473 autorisant l'approbation de la convention de partenariat pour la coopération culturelle et le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (*J.O.* du 23 mai 2008) (Pj. AN).
 66. 22 mai 2008 – Loi n° 2008-474 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie relatif à la coopération en matière d'application de la législation relative à la pêche dans les zones maritimes adjacentes aux Terres australes et antarctiques françaises, à l'île Heard et aux îles McDonald (*J.O.* du 23 mai 2008) (Pj. AN).
 67. 22 mai 2008 – Loi n° 2008-475 autorisant l'approbation du règlement de la Commission intergouvernementale concernant la sécurité de la liaison trans-Manche (*J.O.* du 23 mai 2008) (Pj. AN).
 68. 22 mai 2008 – Loi n° 2008-476 autorisant l'adhésion à la convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (*J.O.* du 23 mai 2008) (Pj. AN).
 69. 26 mai 2008 – Loi n° 2008-490 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (*J.O.* du 27 mai 2008) (Pj. S.).
 70. 26 mai 2008 – Loi n° 2008-491 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés (*J.O.* du 27 mai 2008) (Pn AN) (4 adts).
 71. 26 mai 2008 – Loi n° 2008-492 relative aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense (*J.O.* du 27 mai 2008) (Pj. S.).
 72. 26 mai 2008 – Loi n° 2008-493 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire, modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense (*J.O.* du 27 mai 2008) (Pj. AN) (10 adts).
 73. 27 mai 2008 – Loi n° 2008-496 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (*J.O.* du 28 mai 2008) (Pj. AN) (24 adts).
 74. 3 juin 2008 – Loi n° 2008-518 relative aux opérations spatiales (*J.O.* du 4 juin 2008) (Pj. S.) (31 adts).
 75. 17 juin 2008 – Loi n° 2008-561 portant réforme de la prescription en matière civile (*J.O.* du 18 juin 2008) (Pn S.) (17 adts).
 76. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-569 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 112, 113 et 114 du *Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires*.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
77. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-570 autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. S.).
78. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-571 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. S.).
79. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-572 autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. S.).
80. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-573 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. AN).
81. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-574 autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. AN).
82. 19 juin 2008 – Loi n° 2008-575 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc (*J.O.* du 20 juin 2008) (Pj. S.).
83. 20 juin 2008 – Loi n° 2008-582 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (*J.O.* du 21 juin 2008) (Pj. S.) (43 adts).
84. 25 juin 2008 * – Loi n° 2008-595 relative aux organismes génétiquement modifiés (*J.O.* du 26 juin 2008) (Pj. AN) (114 adts).
85. 25 juin 2008 – Loi n° 2008-596 portant modernisation du marché du travail (*J.O.* du 26 juin 2008) (Pj. AN) (26 adts).
86. 1^{er} juillet 2008 – Loi n° 2008-643 relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France (*J.O.* du 2 juillet 2008) (Pn S.).
87. 1^{er} juillet 2008 – Loi n° 2008-644 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines (*J.O.* du 2 juillet 2008) (Pn AN).
88. 3 juillet 2008 – Loi n° 2008-649 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire (*J.O.* du 4 juillet 2008) (Pj. AN) (110 adts).
89. 3 juillet 2008 – Loi n° 2008-650 relative à la lutte contre le trafic de produits dopants (*J.O.* du 4 juillet 2008) (Pj. AN) (25 adts).
90. 4 juillet 2008 – Loi n° 2008-660 portant réforme portuaire (*J.O.* du 5 juillet 2008) (Pj. S.)
91. 4 juillet 2008 – Loi n° 2008-661 autorisant la ratification de l'accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (*J.O.* du 5 juillet 2008) (Pj. AN).
92. 4 juillet 2008 – Loi n° 2008-662 autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar (*J.O.* du 5 juillet 2008) (Pj. AN).
93. 15 juillet 2008 – Loi organique n° 2008-695 relative aux archives du Conseil constitutionnel (*J.O.* du 16 juillet 2008) (Pj. S.) (4 adts).
94. 15 juillet 2008 – Loi n° 2008-696 relative aux archives (*J.O.* du 16 juillet 2008) (Pj. S.) (31 adts).
95. 17 juillet 2008 – Loi n° 2008-703 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles (*J.O.* du 18 juillet 2008) (Pj. AN).
96. 17 juillet 2008 – Loi n° 2008-704 autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (*J.O.* du 18 juillet 2008) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 112, 113 et 114 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
97. 17 juillet 2008 – Loi n° 2008-705 autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion des nouveaux États membres de l'Union européenne à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes (*J.O.* du 18 juillet 2008) (Pj. AN).
 98. 17 juillet 2008 – Loi n° 2008-706 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (*J.O.* du 18 juillet 2008) (Pj. AN).
 99. 23 juillet 2008 – Loi constitutionnelle n° 2008-724 de modernisation des institutions de la V^e République (*J.O.* du 24 juillet 2008) (Pj. AN) (168 adts).
 100. 28 juillet 2008 * – Loi n° 2008-735 relative aux contrats de partenariat (*J.O.* du 29 juillet 2008) (Pj. S.) (75 adts).
 101. 28 juillet 2008 – Loi n° 2008-736 autorisant l'approbation d'un accord relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (*J.O.* du 30 juillet 2008) (Pj. S.).
 102. 28 juillet 2008 – Loi n° 2008-737 autorisant la ratification de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes (*J.O.* du 30 juillet 2008) (Pj. S.).
 103. 28 juillet 2008 – Loi n° 2008-738 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures portant amendement de l'accord du 25 avril 1969 relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (*J.O.* du 30 juillet 2008) (Pj. S.).
 104. 28 juillet 2008 – Loi n° 2008-739 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants (*J.O.* du 30 juillet 2008) (Pj. S.).
 105. 1^{er} août 2008 – Loi n° 2008-757 relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (*J.O.* du 2 août 2008) (Pj. S.) (69 adts).
 106. 1^{er} août 2008 – Loi n° 2008-758 relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (*J.O.* du 2 août 2008) (Pj. S.) (89 adts).
 107. 1^{er} août 2008 – Loi n° 2008-759 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 (*J.O.* du 2 août 2008) (Pj. AN) (2 adts).
 108. 4 août 2008 – Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie (*J.O.* du 5 août 2008) (Pj. AN) (350 adts).
 109. 20 août 2008 * – Loi n° 2008-789 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (*J.O.* du 21 août 2008) (Pj. AN) (174 adts).
 110. 20 août 2008 * – Loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire (*J.O.* du 21 août 2008) (Pj. S.) (30 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 112, 113 et 114 du *Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires*.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Annexe VIII

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Maîtrise de l'immigration, intégration et asile Pj. AN n° 57 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	16.10.2007	23 octobre 2007 Assemblée nationale	23 octobre 2007 Adoption conforme au Sénat
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 Pj. AN n° 284 Après 1 ^{re} lecture	20.11.2007	22 novembre 2007 Assemblée nationale (8 adts)	23 novembre 2007 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances pour 2008 Pj. AN n° 189 Après 1 ^{re} lecture	13.12.2007	18 décembre 2007 Assemblée nationale (9 adts)	18 décembre 2007 Adoption conforme au Sénat
Développement de la concurrence au service des consommateurs Pj. AN n° 351 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	18.12.2007	20 décembre 2007 Assemblée nationale (1 adt)	20 décembre 2007 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances rectificative pour 2007 Pj. AN n° 421 Après 1 ^{re} lecture	19.12.2007	20 décembre 2007 Assemblée nationale (3 adts)	20 décembre 2007 Adoption conforme au Sénat
Pouvoir d'achat Pj. AN n° 498 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	29.01.2008	31 janvier 2008 Assemblée nationale	31 janvier 2008 Adoption conforme au Sénat
Réforme du service public de l'emploi Pj. S. n° 578 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	30.01.2008	31 janvier 2008 Sénat	31 janvier 2008 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Rétention de sûreté et déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental Pj. AN n° 442 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	05.02.2008	6 février 2008 Assemblée nationale	7 février 2008 Adoption conforme au Sénat
Diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations Pj. AN n° 514 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	13.05.2008	14 mai 2008 Assemblée nationale (1 adt)	15 mai 2008 Adoption conforme au Sénat
Modernisation du marché du travail Pj. AN n° 743 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	03.06.2008	5 juin 2008 Sénat	12 juin 2008 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Organismes génétiquement modifiés Pj. S. n° 719 <i>Urgence</i> Après 2 ^e lecture	14.05.2008	20 mai 2008 Assemblée nationale	22 mai 2008 Adoption conforme au Sénat

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Lutte contre le trafic de produits dopants <i>Urgence</i> Pj. AN n° 773 Après 1 ^{re} lecture	10.06.2008	12 juin 2008 Sénat (1 adt)	19 juin 2008 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Responsabilité environnementale et diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement Pj. S. n° 916 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	08.07.2008	10 juillet 2008 Sénat	22 juillet 2008 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 Pj. AN n° 917 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	22.07.2008	23 juillet 2008 Assemblée nationale	23 juillet 2008 Adoption conforme au Sénat
Modernisation de l'économie Pj. AN n° 842 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	17.07.2008	22 juillet 2008 Assemblée nationale (1 adt)	23 juillet 2008 Adoption conforme au Sénat
Institution d'un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire Pj. S. n° 1008 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	22.07.2008	23 juillet 2008 Sénat	23 juillet 2008 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Droits et devoirs des demandeurs d'emploi Pj. S. n°1005 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	23.07.2008	23 juillet 2008 Sénat	23 juillet 2008 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Démocratie sociale et réforme du temps de travail Pj. AN n° 969 rect. <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	23.07.2008	23 juillet 2008 Assemblée nationale (1 adt)	23 juillet 2008 Adoption conforme au Sénat

Annexe IX

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances

à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
96	08.04	La motion de censure, déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Ayrault, Hollande et 226 membres de l'Assemblée nationale.	227	///	///

au Congrès du Parlement

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
	04.02	Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution	560	181	152
	21.07	Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V ^e République.	539	357	9

2. Scrutins publics solennels

(décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
32	23.10	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2008.	339	221	1
33	23.10	L'ensemble du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (texte de la commission mixte paritaire).	282	235	33
44	30.10	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008.	294	213	5
49	20.11	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2008.	323	225	1
79	16.01	L'ensemble du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution.	304	77	100
83	07.02	L'article unique du projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes.	336	52	22
98	09.04	L'ensemble du projet de loi adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif aux organismes génétiquement modifiés.	249	228	41
100	29.04	L'ensemble du projet de loi portant modernisation du marché du travail.	295	23	185
146	03.06	L'ensemble du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V ^e République.	315	231	23
161	17.06	L'ensemble du projet de loi de modernisation de l'économie.	321	230	8
163	24.06	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant réforme portuaire.	298	186	1
178	08.07	L'ensemble du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail.	326	222	1

Annexe X

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française	Premier Ministre 29.11.2007	2007-559 DC du 06.12.2007	08.12.2007	Partiellement contraire
Résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat (article 7)	Président du Sénat 04.06.2008	2008-565 DC du 26.06.2008	05.07.2008	Conforme
Loi organique n° 2008-695 relative aux archives du Conseil constitutionnel	Premier Ministre 08.07.2008	2008-566 DC du 09.07.2008	16.07.2008	Conforme avec réserve

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile	Plus de 60 députés 25.10.2007 Plus de 60 sénateurs 26.10.2007	2006-557 DC du 15.11.2007	21.11.2007	Partiellement contraire
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2008	Plus de 60 députés 27.11.2007 Plus de 60 sénateurs 28.11.2007	2007-558 DC du 13.12.2007	21.12.2007	Partiellement contraire
Loi ratifiant l'ordonnance n° 2007 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)	Plus de 60 députés 27.11.2007 Plus de 60 sénateurs 28.11.2007	2007-561 DC du 17.01.2008	22.01.2008	Conforme
Loi relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental	Plus de 60 députés 11.02.2008 Plus de 60 sénateurs 11.02.2008	2008-562 DC du 21.02.2008	26.02.2008	Partiellement contraire
Loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général	Plus de 60 sénateurs 12.02.2008	2008-563 DC du 21.02.2008	27.02.2008	Conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative aux organismes génétiquement modifiés	Plus de 60 sénateurs 26.05.2008 Plus de 60 députés 27.05.2008	2008-564 DC du 19.06.2008	26.06.2008	Partiellement contraire
Loi relative aux contrats de partenariat	Plus de 60 députés 15.07.2008 Plus de 60 sénateurs 15.07.2008	2008-567 DC du 24.07.2008	29.07.2008	Partiellement contraire
Loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail	Plus de 60 députés 25.07.2008 Plus de 60 sénateurs 25.07.2008	2008-568 DC du 07.08.2008	21.08.2008	Partiellement contraire
Loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaires	Plus de 60 députés 25.07.2008 Plus de 60 sénateurs 25.07.2008	2008-569- DC du 07.08.2008	21.08.2008	Conforme avec réserve

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique de dispositions des articles L. 322-1, L. 322-2 et L. 325-7 du code de la route	Premier ministre 11.04.2008	2008-210 L du 07.05.2008	22.05.2008	Domaine réglementaire
Nature juridique d'une disposition de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire	Premier ministre 05.09.2008	2008-211 L du 18.09.08	21.09.2008	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions de la loi n° 82-155 du 11 février 1982 de nationalisation et du code monétaire et financier	Premier ministre 05.09.2008	2008-212 L du 18.09.08	21.09.2008	Domaine réglementaire

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne	Président de la République 13.12.2007	2007-560 DC du 20.12.2007	29.12.2007	Ratification subordonnée à une révision préalable de la Constitution

Annexe XI

Déclarations du Gouvernement

Avec débat et vote (Art. 35 C.)

Date	Objet	Ministres	Vote		
			Pour	Contre	Abst.
22.09.2008	Débat et vote sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan	– M. François Fillon, Premier ministre – M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Hervé Morin, ministre de la défense	343	210	10

Avec débat (Art. 132 R.)

Date	Objet	Ministres
03.10.2007	Déclaration du Gouvernement sur les régimes spéciaux de retraite	– M. Xavier Bertrand, ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité
03.10.2007	Déclaration du Gouvernement sur le Grenelle de l'environnement	– M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, Ministre de l'environnement, du développement et de l'aménagement durable – Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État chargée de l'écologie
11.12.2007	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007	– M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes
17.01.2008	Déclaration du Gouvernement sur le Grenelle de l'insertion	– M. Martin Hirsch, Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté
01.04.2008	Déclaration du Gouvernement sur la situation en Afghanistan	– M. François Fillon, Premier ministre – M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Hervé Morin, ministre de la défense
07.05.2008	Déclaration du Gouvernement sur les langues régionales	– Mme Christine Albanel, ministre de la culture et de la communication
18.06.2008	Déclaration du Gouvernement sur la Présidence française de l'Union européenne	– M. François Fillon, Premier ministre – M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes
26.06.2008	Déclaration du Gouvernement sur le Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale	– M. François Fillon, Premier ministre – M. Hervé Morin, ministre de la défense – Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
10.07.2008	Débat d'orientation des finances publiques pour 2009	– M. Éric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Annexe XII

Engagements de responsabilité et censure

Engagements de responsabilité du Gouvernement

(Application de l'article 49, alinéa 1^{er} ou alinéa 3, de la Constitution)

Aucun engagement de responsabilité n'a eu lieu durant la période couverte par ce recueil.

Motion de censure

(Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution)

Auteur	Dépôt	Discussion	Scrutin public	
			Majorité requise	Suffrages obtenus
MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et 226 membres de l'Assemblée nationale	3 avril 2008	8 avril 2008	288	227

Annexe XIII

RÉPARTITION DES RÉPONSES MINISTÉRIELLES AUX QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Premier ministre : F. Fillon	43	2
Affaires étrangères et européennes : B. Kouchner	25	3
Affaires étrangères et droits de l'homme : R. Yade	6	0
Affaires européennes : J.P. Jouyet	10	1
Agriculture et pêche : M. Barnier	23	18
Aménagement du territoire : H. Falco	1	4
Anciens combattants : A. Marleix ⁽²⁾	1	2
Budget, comptes publics et fonction publique : É. Woerth	37	4
Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme et services : H. Novelli ⁽¹⁾	8	3
Commerce extérieur : A.M. Idrac ⁽¹⁾	0	0
Consommation et tourisme : L. Chatel ⁽²⁾	14	0
Coopération et francophonie : J.M. Bockel, puis A. Joyandet (1)	5	0
Culture et communication : C. Albanel	14	11
Défense : H. Morin	5	16
Défense et anciens combattants : J.M. Bockel ⁽¹⁾	3	1
Développement de la région capitale : C. Blanc ⁽¹⁾	1	3
Écologie, développement et aménagement durables : J.L. Borloo ⁽²⁾	14	22
Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire : J.L. Borloo ⁽¹⁾	10	27
Écologie : N. Kosciusko-Morizet	7	4
Économie, finances et emploi : C. Lagarde ⁽²⁾	57	16
Économie, industrie et emploi : C. Lagarde ⁽¹⁾	22	15
Éducation nationale : X. Darcos	26	14
Emploi : L. Wauquiez ⁽¹⁾	9	0
Enseignement supérieur et recherche : V. Pecresse	19	5
Entreprise et commerce extérieur : H. Novelli ⁽²⁾	8	0
Famille : N. Morano ⁽¹⁾	9	0
Fonction publique : A. Santini	4	1
Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement : B. Hortefeux ⁽²⁾	2	0
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire : B. Hortefeux ⁽¹⁾	4	2
Industrie et consommation : L. Chatel	25	3
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales : M. Alliot-Marie	22	30

(1) Remaniement ministériel du 18 mars 2008

(2) Ministères ayant disparu de la structure ministérielle suite au remaniement

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Intérieur et collectivités territoriales : A. Marleix ⁽¹⁾	0	1
Justice : R. Dati.....	20	8
Logement et ville : C. Boutin.....	18	8
Outre-mer : C. Estrosi, puis Y. Jego ⁽¹⁾	13	2
Politique de la ville : F. Amara.....	3	0
Porte-parole du Gouvernement : L. Wauquiez ⁽²⁾	1	0
Prospective et évaluation des politiques publiques : É. Besson ⁽²⁾	0	0
Prospective, politiques publiques et économie numérique : É. Besson ⁽¹⁾	2	2
Relations avec le Parlement : R. Karoutchi.....	6	0
Santé, jeunesse et sports : R. Bachelot-Narquin ⁽²⁾	30	16
Santé, jeunesse, sports et vie associative : R. Bachelot-Narquin ⁽¹⁾	27	36
Solidarité : V. Létard.....	18	7
Solidarités actives contre la pauvreté : M. Hirsch.....	8	2
Sports : B. Laporte ⁽²⁾	3	1
Sports, jeunesse et vie associative : B. Laporte ⁽¹⁾	2	0
Transports : D. Bussereau.....	17	50
Travail, relations sociales et solidarité : X. Bertrand ⁽²⁾	42	7
Travail, relations sociales, famille et solidarité : X. Bertrand ⁽¹⁾	18	10
Total.....	662	357

(1) Remaniement ministériel du 18 mars 2008.

(2) Ministères ayant disparu de la structure ministérielle suite au remaniement.

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Ministres	Nombre de réponses
Premier ministre.....	85
Affaires étrangères et droits de l'homme.....	104
Affaires étrangères et européennes.....	515
Affaires européennes.....	164
Agriculture et pêche.....	1 599
Aménagement du territoire.....	12
Budget, comptes publics et fonction publique.....	561
Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme et services.....	136
Commerce extérieur.....	9
Coopération et francophonie.....	34
Culture et communication.....	623
Défense.....	242
Défense et anciens combattants.....	963
Développement de la région capitale.....	2
Écologie.....	138
Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire.....	1 329
Économie, industrie et emploi.....	2 730
Éducation nationale.....	1 101
Emploi.....	41
Enseignement supérieur et recherche.....	465
Famille.....	37
Fonction publique.....	183
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire.....	163
Industrie et consommation.....	81
Intérieur et collectivités territoriales.....	24
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales.....	1 419
Justice.....	885
Logement et ville.....	562
Outre-mer.....	51
Politique de la ville.....	77
Prospective, politiques publiques et économie numérique.....	14
Relations avec le Parlement.....	30
Santé, jeunesse, sports et vie associative.....	2 549
Solidarité.....	467
Solidarités actives contre la pauvreté.....	0
Sports, jeunesse et vie associative.....	47
Transports.....	623
Travail, relations sociales, famille et solidarité.....	1 085
Total.....	19 150

